

NUMERO 21

LA PLATEFORME CITOYENNE
DE SOUTIEN AUX RÉFUGIÉS :
UNE FOURMILIÈRE NÉE DANS L'URGENCE

ADRIANA COSTA SANTOS
DELPHINE DEMANCHE

PAUVÉRITÉ

Le trimestriel du Forum -
Bruxelles contre les inégalités

Le Forum réunit une cinquantaine d'organisations actives dans le domaine de la lutte contre l'exclusion sociale en Région bruxelloise. Dialogue avec les professionnels, consultation des personnes vivant la pauvreté, aide à la décision politique et analyse transdisciplinaire. En produisant des recommandations et des solutions, notre objectif est de sensibiliser l'opinion publique et le monde politique aux problèmes de la pauvreté en ville. – www.le-forum.org

Préambule

Nous connaissons depuis plusieurs années ce que nous avons longtemps appelé la crise migratoire. Bien au-delà d'une crise, nous pouvons maintenant parler d'une réalité migratoire dont il faut tenir compte. Il y aurait plus d'un million d'arrivées par an sur le sol européen, dont une majorité de personnes qui fuient la Syrie, l'Irak, l'Afghanistan ou l'Érythrée. La Belgique a vu quasiment tripler son nombre de demandes d'asile entre 2014 et 2015¹, avoisinant cette année-là les 39.000 demandes annuelles. Face à cette affluence, l'Office des étrangers a mis du temps à s'organiser pour répondre aux demandes. En outre, toutes les personnes qui arrivent ne demandent pas l'asile... En cause, les réglementations qui impactent leur lieu d'accueil en fonction de leur lieu d'entrée ou, en tout le cas, de leur premier contact administratif européen. Ceux qui souhaitent rejoindre l'Angleterre ou l'Allemagne n'ont en effet aucun intérêt à chercher à régulariser leur situation au sein de notre pays sous peine d'être renvoyés dans leur pays d'origine ou d'être « coincés » en Belgique, en centre d'accueil ou en centre fermé².

1/ RTBF, 2017, *Rapport annuel de Myria : la migration en chiffres*. https://www.rtb.be/info/societe/detail_rapport-annuel-2016-de-myria-la-migration-en-chiffres-infographies?id=9351565

2/ CIRE, 2015, *Questions-réponses pour les volontaires du Parc Maximilien*. <http://www.bxlrefugees.be/wp-content/uploads/2015/09/FAQ-Cir-.pdf>

Suite aux conditions d'accueil et aux dispositions politiques insuffisantes, le camp de réfugiés du Parc Maximilien fait parler de lui en 2015. Au mois de septembre 2015, des citoyens et des collectifs se sont mobilisés pour créer La Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés, à laquelle nous donnons la parole dans le présent PAUVÉRITÉ. Au départ, les membres de Plateforme se sont mobilisés pour répondre à l'urgence et fournir des repas, de l'information, de l'hébergement, de la scolarité, du soutien moral et psychologique aux centaines de personnes en attente au Parc Maximilien³.

Cette Plateforme est un exemple de la manière dont peut s'organiser la société civile pour trouver une réponse aux problèmes sociaux en s'organisant et en s'articulant avec d'autres. Au-delà des politiques répressives et des discours populistes, les citoyens de la Plateforme ont dépassé la traditionnelle « crainte de l'étranger » pour l'accueillir, se renseigner pour lui, apporter des réponses allant dans le sens de la justice sociale, contourner parfois quelques règles pour lui rendre de l'humanité... Cet engagement et ce soutien comme contre coup à la dureté des réalités gouvernementales peuvent être criminalisés comme nous l'avons vu avec le «procès de la solidarité»⁴. Plusieurs citoyens, assistants sociaux ou encore journalistes se sont ainsi retrouvés, en ce mois de novembre 2018, au tribunal correctionnel de Bruxelles pour avoir hébergé des migrants l'année précédente. Tous sont accusés d'avoir participé à un réseau international de trafic d'être humain⁵.

3/ Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés, (n.d), *Qui sommes-nous ?* <http://www.bxlrefugees.be/qui-sommes-nous/>

4/ Moustique, 2018, *Procès des hébergeurs : la prison pour excès de solidarité ?* <https://www.moustique.be/22236/proces-des-hebergeurs-la-prison-pour-exces-de-solidarite>

5/ Le Vif, 2018, *Procès des « hébergeurs de migrants » : la défense salue un parquet « plus humain »*. https://www.levif.be/actualite/belgique/proces-des-hebergeurs-de-migrants-la-defense-salue-un-parquet-plus-humain/article-normal-1051599.html?&cookie_check=1542719439

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le jugement n'a pas encore été rendu et la Plateforme continue ses actions. Aujourd'hui, le camp a été démantelé, des centres d'accueil « bas seuil » et d'hébergement comme le Hub⁶ ou de La Porte d'Ulysse ont été ouverts. Des centaines de migrants se retrouvent chaque soir au Parc Maximilien. Parmi eux plus de 350 dorment à La Porte d'Ulysse, plus de 70 dans d'autres centres d'hébergement collectif et, près de 250 dorment en tant qu'*invités* chez des *hébergeurs*⁷. Une septantaine reste sans solutions d'hébergement.

La spontanéité et l'efficacité de cet incroyable mouvement d'entraide ne manquent pas de questionner les professionnels du social. On entend, de-ci de-là, que de « simples citoyens » arrivent à trouver une réponse là où l'institutionnalisation empêche la réactivité des services sociaux bruxellois. Cette aventure citoyenne interpelle le travail social par l'inventivité des réponses qu'elle apporte aux problématiques de terrain, aux carcans législatifs, aux défis liés aux valeurs du travail social... La Plateforme pose les balises d'une alliance renouvelée entre société civile, riverains, citoyens, collectifs et associations. C'est l'histoire de cette réponse innovante que nous vous présentons aujourd'hui.

6/ Médecins du Monde, (n.d), *Le Hub humanitaire*. <https://www.medecinsdumonde.be/hub>

7/ Le Soir, 2018, *près de 70 migrants dorment chaque soir aux abords de Bruxelles*. <https://www.lesoir.be/188551/article/2018-11-06/pres-de-70-de-migrants-dorment-chaque-soir-aux-abords-de-bruxelles-nord?fbclid=IwAR2b8qmfyDEOX3ZseJs7b7dLQgcWoaHiuv5jubqdV5BkATWg53Cx9Umw6M>

Introduction

La Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés⁸ est née en 2015, lorsque des citoyens de toute la Belgique se sont rassemblés autour d'une urgence, pour répondre aux besoins primaires — nourrir, loger, vêtir — et protéger des centaines de personnes coincées dans une impasse administrative, au Parc Maximilien. En réaction au durcissement de la politique migratoire belge, à la mise en œuvre de mesures violentes et répressives ainsi qu'à la propagation de discours xénophobes qui se basent sur la peur et l'intolérance, une mobilisation sans précédent a permis de gérer l'urgence. Elle a avancé vers sa structuration, la prise de conscience et la création d'une nouvelle forme de citoyenneté à part entière. C'est d'elle que nous voulons parler aujourd'hui : urgence, structuration et citoyenneté sont au cœur des bouleversements sociaux que connaît la Belgique actuelle.

LE DÉBUT DE L'HISTOIRE

En août 2015, pendant la crise de l'accueil, un camp spontané de réfugiés⁹ venus essentiellement de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan s'est formé au Parc Maximilien, en face de l'Office des étrangers. L'augmentation du nombre de demandes d'asile a allongé les délais

8/ <http://www.bxlrefugees.be/>, volunteers@bxlrefugees.be

9/ D'un point de vue juridique un réfugié est quelqu'un qui a reçu la protection internationale et qui voit son statut reconnu par l'État. Communément, le terme réfugié s'applique aux personnes qui cherchent l'asile après avoir fui des conditions de vie inhumaines et dégradantes. Il s'applique donc autant aux personnes demandeuses d'asile qu'aux réfugiés ayant leur statut reconnu qu'aux trans migrants (cf. note 19).

pour obtenir une place dans un centre d'accueil. En conséquence, des milliers de personnes se sont retrouvées sans abri dans les rues de Bruxelles.

Des citoyens et citoyennes de toute la Belgique se sont alors rassemblés pour venir en aide aux primo-arrivants qui se trouvaient coincés dans cette impasse administrative. D'abord, ils ont apporté des tentes, de la nourriture et des vêtements. Ensuite de l'information, de l'écoute, du partage. Une nouvelle conscience naissait dans l'urgence, à travers des actes de solidarité.

Entre la première tente et le démantèlement du Parc¹⁰, en octobre 2015, cette conscience et l'organisation sociale, sans précédent, ont grandi à une vitesse incommensurable autour d'un drame humanitaire. Des citoyens ayant des objectifs, des compétences et des expériences différents se sont réunis pour accueillir des réfugiés et se sont retrouvés dans un «village» à l'intérieur de Bruxelles. Dans le camp, il n'y avait pas seulement des tentes pour abriter les demandeurs d'asile, mais aussi les principaux services pour répondre à leurs nécessités sociales basiques : une école de langues pour adultes, une école pour les enfants, une cuisine, un stand de vêtements, un service d'aide juridique et sociale. La Plateforme Citoyenne de soutien aux réfugiés est née à ce moment-là et a poursuivi ses activités après la fermeture du camp.

Le 27 septembre 2015, une manifestation Refugees Welcome a vu défiler plus de 25.000 personnes dans la capitale belge. Les citoyens présents revendiquaient un accueil digne et des voies sûres et légales pour les réfugiés arrivés en Belgique. Ce jour-là a marqué l'histoire et l'identité de la Plateforme. Le camp fut enfin démantelé. Une solution d'hébergement — plus digne que la boue et la précarité des tentes — a

10/ RTBF, 2015. *Campement du Parc Maximilien : l'heure du démontage*. https://www.rtbf.be/info/regions/bruxelles/detail_campement-du-parc-maximilien-l-heure-du-demontage?id=9095943.

permis aux primo-arrivants d'être hébergés par les dispositifs de la Croix-Rouge et aux demandeurs d'asile¹¹ d'être placés dans des centres d'accueil. Il y avait néanmoins encore beaucoup de travail à faire, les besoins ne sortaient pas de l'urgence — chaussures, nourriture, intégration, dignité... — et personne ne comptait en rester là.

La Plateforme s'est donc constituée comme un espace de rencontre et de coordination des initiatives citoyennes. Tout au long de l'année suivante, elle a trouvé des réponses pratiques aux manquements du gouvernement belge en matière d'accueil et d'orientation. Des centaines de citoyens se sont rassemblés pour accompagner les réfugiés et demandeurs d'asile dans leurs premiers pas d'intégration, dans les démarches administratives et dans la création d'un réseau social dans leur tout nouveau pays. La réaction spontanée à l'urgence s'est structurée autour de la prise de conscience d'une problématique qui était — ou reste — jusque là inconnue pour beaucoup d'entre nous. Elle s'est traduite par une volonté de comprendre pour pouvoir agir, conseiller, se renseigner, informer, partager.

En même temps, nous assistions à la montée de l'extrême-droite un peu partout en Europe et dans le monde. La xénophobie est depuis devenue banale, et ce pas seulement en Belgique. Les discours de peur et d'intolérance se sont propagés comme une traînée de poudre dans les pays voisins comme en témoignent les discours anti-immigration et xénophobes du Premier ministre Hongrois Viktor Orban¹² ou du vice-premier ministre italien Matteo Salvini¹³ mais aussi chez nous. On peut mentionner les déclarations incendiaires de Jan Jambon

11/ La demande d'asile est une procédure visant la protection internationale. Pendant celle-ci, les personnes sont appelées « demandeurs d'asile ». Si leur demande est acceptée, ils seront alors protégés et obtiendront un statut de « réfugié reconnu » - CIRE & Vluchtelingenwerk Vlandereen, 2018, Brochure *Qu'est-ce qu'un réfugié ?*.

12/ L'Obs, 2018, *en Hongrie, le gouvernement Orban joue avec le feu xénophobe*. <https://www.nouv.elobs.com/rue89/rue89-monde/20150531.RUE9269/en-hongrie-le-gouvernement-orban-joue-avec-le-feu-xenophobe.html>

13/ L'Obs, 2018, *l'Italie de Matteo Salvini s'enfonce dans la xénophobie*. <https://www.nouvelobs.com/monde/20181015.OBS3952/l-italie-de-matteo-salvini-s-enfonce-dans-la-xenophobie.html>

envers la communauté musulmane lors des attentats du 22 mars¹⁴. C'est donc un climat toujours plus clivant qui a progressivement émergé, créant des «eux» et des «nous», et au milieu duquel les réfugiés sont devenus des cibles déshumanisées, là où les bénévoles et les personnes sensibles à cette problématique ont été réduites à des « bisounours naïfs »¹⁵.

De retour au Parc Maximilien en 2017, après l'arrivée de réfugiés venus surtout du Soudan, d'Érythrée et d'Éthiopie, les bénévoles de la Plateforme se sont mobilisés d'abord pour distribuer de la nourriture, des vêtements et des sacs de couchage aux personnes qui s'y trouvaient, souvent en route vers l'Angleterre —, et ce aussi souvent vu l'impossibilité de demander l'asile en Belgique, en raison d'une application stricte du règlement de Dublin¹⁶.

Ensuite, en réaction aux rafles policières qui correspondaient à des quotas d'arrestations pour remplir les centres fermés et permettre des expulsions forcées¹⁷, les citoyens belges se sont mobilisés pour accueillir ces personnes sous leurs toits et ainsi leur permettre de dormir en sécurité. Si la première soirée d'hébergement, le 28 août 2017, a permis de mettre huit femmes à l'abri des rafles, une semaine plus tard, nous comptons quatre-vingt-sept hébergements et un mois

14/ Le Vice-Premier ministre et ministre fédéral de la Sécurité et de l'Intérieur belge a affirmé qu'« une partie significative de la communauté musulmane a dansé à l'occasion des attentats du 22 mars » <http://www.dhnet.be/actu/belgique/plaintes-de-citoyens-contre-le-ministre-jan-jambon-pour-diffamation-571fafbc35708ea2d4ea4647>

15/ RTBF, 2018, Michel Visart : « je continuerai à accueillir des migrants ». https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_michel-visart-je-continuerai-a-accueillir-des-migrants?id=9818435

16/ Ce règlement, couramment méconnu, stipule le renvoi des candidats à l'asile vers le premier pays par lequel ils sont entrés en Europe. Il est également important de préciser que son application n'est pas obligatoire : chaque pays peut décider d'appliquer la "clause de souveraineté" et être dès lors responsable d'une demande d'asile. RTBF, 2018. *Check Point : les Etats membres peuvent-ils contourner le règlement de Dublin sur les demandeurs d'asile ?*. https://www.rtbf.be/info/monde/detail_check-point-les-etats-membres-peuvent-ils-contourner-le-reglement-de-dublin-sur-les-demandeurs-d-asile?id=9904045.

17/ La Libre, 2017. *Des quotas d'arrestations au parc Maximilien ?* La Libre a consulté des messages plutôt explicites. <http://www.lalibre.be/actu/belgique/des-quotas-d-arrestations-au-parc-maximilien-la-libre-a-consulte-des-messages-plutot-explicites-59f36097cd705114eff92755>

plus tard, le Parc était vide. Plus de quatre cents personnes étaient ainsi protégées chez l'un d'entre nous.

Entre septembre 2017 et septembre 2018, plus de deux cent mille nuitées ont été offertes aux premières victimes d'une politique migratoire répressive. Plus de sept mille citoyens belges ont accueilli quelqu'un dans leurs foyers, plus de quatre mille bénévoles les ont soutenus avec des trajets en voiture, des repas, des récoltes de vêtements et de nourriture, des accompagnements chez le médecin ou l'avocat, en visite aux centres fermés. Tout cela s'est fait dans la découverte d'une réalité qui était presque complètement inconnue pour la majorité des citoyens impliqués. Aujourd'hui, nous sommes face à une fourmilière qui, née dans l'urgence, s'est structurée en réponse au manque de prise en charge et de solutions.

LES MISSIONS DE LA PLATEFORME

Si le début de l'histoire est marqué par une réaction à l'urgence, la suite se structure autour d'une mobilisation citoyenne qui a un impact non négligeable dans la conscience politique de nombreux Belges, et dans la pratique de la démocratie

Trois ans après sa naissance, nous pouvons observer le rôle central de la Plateforme Citoyenne sur deux axes principaux. D'une part, la création de solutions pratiques pour la situation précaire des réfugiés au Parc Maximilien dans la promotion d'un accueil digne pour tous les exilés arrivés sur le territoire. D'autre part, la conscientisation de milliers de citoyens sur les enjeux de la politique migratoire belge et européenne.

Aujourd'hui, des milliers de personnes se sont lancées à corps perdu dans une éducation — presque forcée — à la précarité et en droit des étrangers. Les enjeux sociaux, politiques, économiques, médicaux et

juridiques qui sous-tendent les réalités des demandeurs d'asile et des personnes en situation migratoire sont devenus des préoccupations quotidiennes pour un nombre toujours grandissant de citoyens. La problématique de l'asile en Belgique — et plus largement en Europe — est désormais un sujet maîtrisé, approfondi et étudié par monsieur et madame Tout-le-Monde, engagé dans la plateforme sans distinction liée aux affinités idéologiques ou politiques, de niveau de revenus ou d'éducation.

Si le début de l'histoire est marqué par une réaction à l'urgence, la suite se structure autour d'une mobilisation citoyenne. Cette mobilisation a un impact non négligeable dans la conscience politique de nombreux Belges, dans l'éducation pour la citoyenneté et dans la pratique de la démocratie par les citoyens. Ceux-ci peuvent exercer leurs droits pour protéger ceux qui n'en ont pas.

1. L'URGENCE ET LA STRUCTURATION DE L'URGENCE

En novembre 2016, après le démantèlement de la Jungle de Calais, une partie des réfugiés qui y attendaient un passage vers l'Angleterre s'est déplacée vers le Parc Maximilien à Bruxelles. Les bénévoles de la Plateforme sont retournés sur le terrain pour distribuer de la nourriture, de l'eau, des vêtements et prodiguer des conseils pratiques. La seule information délivrée par le gouvernement à l'époque à ces personnes qui erraient après avoir fui des dictatures en Afrique (Soudan, Érythrée, Éthiopie) était celle liée au retour volontaire. Au parc, les conditions de vie se durcissaient, les bénévoles dénonçaient la situation à travers des photos et des témoignages sur les réseaux sociaux et une partie de la population suivait l'évolution d'une situation d'extrême précarité que le gouvernement ne semblait à aucun moment vouloir prendre en charge.

LES ASPECTS RÉPRESSIFS

À l'arrivée de l'été, le nombre de migrants présents au Parc Maximilien a augmenté, tout comme la présence policière. Tous les matins à l'aube, des centaines de policiers débarquaient des quatre coins du Parc en courant pour surprendre ceux qui y dormaient et, munis de colsons à la ceinture, ils les arrêtaient pour les amener en centre fermé. Les af-

Tous les matins à l'aube, des centaines de policiers débarquaient des quatre coins du Parc en courant pour surprendre ceux qui y dormaient et les arrêtaient pour les amener en centre fermé.

faïences laissées derrière, des centaines de vêtements, chaussures et sacs de couchage récoltés et distribués par des citoyens, étaient ensuite ramassés par les services de nettoyage de la ville pour être détruites.

La seule réponse possible était de les prévenir. Tous les jours à l'aube nous étions trois ou quatre à faire le tour du Parc Maximilien pour réveiller ceux qui y dormaient, un par un, avec le sourire et quelques mots d'alerte. Il fallait les faire sortir de là au plus vite, les mettre en garde, les affaires au dos, les chaussures aux pieds, prêts à courir pour sauver leur peau, leur liberté, leur dignité.

L'hébergement citoyen s'est alors présenté comme réaction naturelle à un épuisement d'alternatives devant l'absence de solutions, à part une politique migratoire répressive et des interventions de police de plus en plus fréquentes et de plus en plus musclées. En urgence, le groupe Facebook *HEBERGEMENT PLATEFORME CITOYENNE* a été créé et un appel lancé aux citoyens de Belgique : héberger, c'est protéger un humain de nos rues et de nos lois, n'acceptons pas l'inacceptable, rejoignez-nous au nom de nos valeurs et de notre dignité. Une par une, jusqu'à plus de 40.000 personnes ont rejoint le mouvement. Mais contre toute attente, l'hébergement citoyen n'était pas aussi temporaire qu'on l'avait prévu.

LA DIVERSITÉ DES PROFILS ET DES RÉPONSES

Aux premiers hébergeurs se sont ajoutés les chauffeurs qui conduisent les invités¹⁸ vers leurs hôtes, et ce dans la Belgique entière. Pour soulager la tâche des hébergeurs, des voisins se sont proposés pour cuisiner, pour récolter des invendus, des vêtements, des produits d'hygiène, pour les stocker, trier, distribuer... Ensuite, il a fallu accompagner les invités chez le médecin, le psychologue, l'avocat, et de nouveaux bénévoles s'en sont occupés. Depuis le groupe Facebook général, plusieurs sous-groupes se sont créés pour faciliter la gestion entre héber-

La créativité, l'efficacité et la coordination citoyennes, alliées à la défense des valeurs de justice, liberté et démocratie, sont capables de construire et de multiplier les ponts entre les gens et de tout faire avancer.

geurs, chauffeurs et les bénévoles qui, au niveau local, participent à l'accueil - et dans la foulée, des représentants de chaque sous-groupe ont commencé à se réunir pour s'aligner sur le pratique de l'urgence, les actions et les stratégies du futur. Chacun apportait sa pierre à l'édifice, se-

lon ses compétences et expériences — les avocats, les médecins, les infirmiers, les professeurs, les éducateurs, les communicateurs, les écrivains, les photographes, les organisateurs, les collecteurs, les coiffeurs, les artistes, les assistants sociaux, les informaticiens... — tous bénévoles pour la même cause, les mêmes objectifs.

La créativité, l'efficacité et la coordination citoyennes, alliées à la bonne volonté, au challenge humain et la défense des valeurs de justice, liberté et démocratie, sont capables de construire et de multiplier les ponts entre les gens et de tout faire avancer. Les citoyens s'associent aux ONG sur le terrain pour offrir des consultations médicales et de santé mentale, des vêtements, des produits d'hygiène, télécom-

18/ C'est comme cela que sont appelés les migrants du Parc Maximilien envoyés en famille.

munications et internet, information sociale, administrative et juridique. La société civile s'exprime là où le gouvernement continue sa politique de l'autruche.

LA CITOYENNETÉ COMME SOLUTION

Dans une dynamique de problème-solution, question-réponse, l'hébergement d'urgence se mue progressivement en accompagnement socio-administratif. L'accompagnement devient orientation et l'orientation et apporte avec elle des résultats pratiques et concrets. Ceux que le gouvernement persiste à appeler « transmigrants »¹⁹ deviennent demandeurs d'asile, les demandeurs d'asile deviennent réfugiés, les réfugiés deviennent citoyens, et tout cela dans un cadre légal, fermement humain.

Naturellement, l'urgence a évolué vers la structuration de l'accueil et de l'accompagnement, les citoyens ont improvisé dans l'aide humanitaire, le droit des étrangers et le soutien à des personnes dans la précarité. Cette réalité inattendue a provoqué une contagion de la solidarité, des pratiques d'accueil et de la conscience du cosmopolitisme, partout en Belgique. Cette réalité peut laisser entrevoir une révolution sociale en cours, encore assez discrète aujourd'hui, mais la seule capable de s'opposer à l'individualisme et au repli sur soi, à la peur et l'intolérance, instrumentalisées partout là où fleurissent les populismes en Europe et dans le monde.

^{19/} Ce terme, récent dans le langage, se généralise pour parler des migrants arrivés en Belgique et qui n'y demandent pas l'asile, en raison de l'application stricte du règlement de Dublin (cf. note 16). Il désigne souvent les migrants qui veulent rejoindre l'Angleterre. Les auteurs estiment que ce terme est déshumanisant, utilisé par le gouvernement belge et repris par les médias, comme l'a dit le journaliste Sven de Potter (De Morgen, 2018, « Transmigrant », ce mot qui réduit l'humain à une froide réalité statistique) dans une volonté de « confisquer aux réfugiés leur humanité et ainsi nous éloigner encore plus d'eux ».

2. L'IMPACT SOCIAL DE LA MOBILISATION

La mobilisation impacte la politisation de la société et l'éducation citoyenne. Elle conduit à l'éveil pour une nouvelle réalité sociale, politique, juridique, économique et médicale.

UNE AIDE PONCTUELLE ?

L'appel du parc, en septembre 2017, consistait en un deal a priori très simple : tout qui avait de la place chez soi et une certaine indignation face aux politiques migratoires menées par le gouvernement fédéral belge pouvait se sentir armé d'une capacité de réaction. Héberger était une force facilement mobilisable pour beaucoup d'entre nous. À l'époque, on parlait de quelques places à la maison, d'un matelas déroulé par terre, d'un coin aménagé dans un studio derrière un paravent pour abriter les victimes de nos rues et de nos lois.

À l'époque, il n'était question que de cela. Des milliers de citoyens ont répondu à cet appel. Sur la page Facebook qui regroupe aujourd'hui l'ensemble des interactions visibles entre des dizaines de milliers de personnes, on pouvait lire qu'un tel cherchait un matelas gonflable ou qu'un autre voulait savoir ce que les invités préféraient manger. Les demandes des uns et les réponses des autres avaient trait aux questions que tout accueil de base peut poser. Elles portaient en elles une

Les citoyens engagés continuaient de penser qu'il ne s'agissait là que d'un investissement temporaire. Que ce n'était qu'une question de semaines, pour que le gouvernement belge assume ses responsabilités.

forme de naïveté, ou devrait-on dire d'innocence ?

Cette période, marquée par de nombreux témoignages²⁰, mettait en lumière les richesses de l'accueil, les cocasseries liées aux différences culturelles, quelques questionnements aussi. Progressivement pour-

tant, les réseaux sociaux sont devenus le lieu d'expression d'une réalité beaucoup moins réjouissante. Ce que les débuts occultaient peut-être du fait de la « découverte » de nouvelles réalités migratoires et d'une certaine forme d'engouement à faire partie d'un mouvement citoyen qu'on n'imaginait pas quelques mois plus tôt, a vite laissé la place à l'indignation concrète, nourrie des multiples histoires de traitements inhumains vécus par nos invités sur le territoire belge et ailleurs.

LES DURES RÉALITÉS QUI S'INSTALLENT

En parallèle, les invités sont devenus des habitués. Le passage a fait place à la routine, à l'attente. Les liens forts, voire l'amitié dans certains cas et l'affection bien souvent, ont pris le pas sur les échanges brefs qu'un hébergement d'urgence impliquait. Pourtant, en cette fin d'année 2017, les citoyens engagés, et de plus en plus nombreux, continuaient de penser naïvement qu'il ne s'agissait là que d'un investissement temporaire. Que ce n'était qu'une question de semaines, à la rigueur d'un mois ou deux, pour que le gouvernement belge assume ses responsabilités. D'une certaine façon, chacun avait foi en nos institutions.

20/ Les témoignages d'hébergeurs se trouvent online sur le site www.perlesdaccueil.be/ et aujourd'hui elles sont également publiées dans un livre qui porte le même nom: *Perles D'Accueil*, Editions Mardaga.

Pourtant, en quelques mois à peine, le contrat social et moral lancé en septembre 2017, dicté par des besoins primaires — manger, dormir, être en sécurité — a été balayé d'un revers de la main. On pourrait expliquer cela de mille façons. Attachement, prise de conscience, création de liens... Les facteurs qui ont participé à cette transformation progressive sont sans doute nombreux et mériteraient que des recherches académiques y soient consacrées. Cependant, depuis le terrain, il en est surtout un qui saute aux yeux : l'absence flagrante de relais étatique.

RÉPONDRE AUX FERMES POSITIONS GOUVERNEMENTALES

Malgré les interpellations politiques et médiatiques, aucune réponse n'a été apportée par le gouvernement fédéral belge. Malgré la simplicité de la demande — manger, dormir, être en sécurité —, rien n'a été imaginé, pensé et encore moins construit pour permettre aux citoyens belges de passer le flambeau aux institutions, dont c'est pourtant la fonction première.

À nous regarder aujourd'hui, on dira sans doute un jour que c'était un mauvais calcul de la part du gouvernement. Si ce dernier avait pris le problème à bras le corps, il aurait ouvert rapidement un centre d'accueil et d'orientation, comme les citoyens le lui ont à un moment directement proposé. Il aurait permis aux quelques centaines de migrants rassemblés au Parc chaque jour d'être pris en charge et sans doute suscité les applaudissements citoyens, à l'aube d'une période électorale chargée. Dans les chaumières, on aurait dit que Charles Michel et son gouvernement ont certes pris un peu de temps à réagir - mais qu'ils ont fini par le faire, et tant mieux !

Chacun serait retourné à sa vie d'avant septembre 2017. Les centaines de familles hébergeuses et les nombreux bénévoles impliqués autour

de l'hébergement auraient certainement continué à suivre l'actualité des politiques migratoires, tout de même concernés par ces questions. Des contacts seraient restés avec quelques invités, parce qu'après tout, c'est bien humain. Mais on en serait probablement resté là.

Le gouvernement fédéral belge n'a rien fait. Ou il a plutôt mis en place des actions et des réponses à l'exact opposé de la dynamique citoyenne initiée

Pourtant, l'histoire que l'on peut écrire aujourd'hui est bien différente, tout simplement parce que le gouvernement fédéral belge n'a rien fait. Ou qu'il a plutôt mis en place des actions et des réponses à l'exact opposé de la dynamique citoyenne

initiée quelques mois plus tôt. À l'accueil, il a répondu par la violence. À l'ouverture d'esprit et à la tolérance, il a rétorqué par la répression. Peut-être espérait-il que cela renverrait les citoyens à leurs autres préoccupations ?

Quelle que soit la logique pensée, la vapeur ne s'est pas inversée. On constate plutôt le contraire. Pour faire face au manque de réactivité du gouvernement devant l'urgence, les citoyens ont répondu par l'hébergement lui aussi d'urgence. Les choses allant, face à cette même inefficacité dans la gestion d'un problème devenu structurel, la fourmilière s'est adaptée et s'est, elle aussi, structurée.

LE DÉVELOPPEMENT DU TRAVAIL POLITIQUE

En parallèle de cette structuration, la Plateforme Citoyenne, par l'entremise de son porte-parole, a continué à interpeller les représentants politiques en charge des questions migratoires et a rencontré le gouvernement avec deux propositions très concrètes : d'une part, l'application de la clause de souveraineté présente dans les accords de Dublin, qui permet à chaque État d'accepter les demandes d'asile

avec des limites qu'il lui revient de faire respecter; et d'autre part la création d'un centre d'accueil et d'orientation, à l'image de ceux qui ont été créés en France²¹, fin 2016. Ceux-ci permettent en effet à des milliers de personnes de recevoir un accompagnement et une étude efficaces de leur situation administrative. À ce jour, aucune de ces propositions n'a pourtant été entendue par le gouvernement fédéral, qui s'est contenté d'y opposer des réponses réductrices et populistes. Qu'à cela ne tienne, c'est avec les pouvoirs locaux et régionaux qu'une partie des solutions a été négociée et travaillée.

Dans la foulée de la campagne des «*communes hospitalières*» initiée et gérée par le CNCD 11.11.11, les citoyens se sont lancés dans l'interpellation de leurs élus locaux, pour développer cette hospitalité en termes concrets. Les collaborations, les conventions, les mises à disposition d'immeubles et services ont découlé de ces interpellations et permis à des centaines de bénévoles de participer à des projets d'hébergement collectif ou à celui du centre d'hébergement «La Porte d'Ulysse»²². Des actes de solidarité, aussi structurés et rationnels que possibles, ont été posés au jour le jour par des bénévoles engagés autour d'un objectif commun et qui se traduisent aujourd'hui par des résultats concrets dans les nombreux espaces occupés par cette dynamique d'accueil et d'orientation.

21/ Lors du démantèlement, en octobre 2016, de la «Jungle» de Calais en France, les migrants que s'y trouvaient ont été réorientés vers des Centres d'Accueil et d'orientation (CAO), où un accueil digne accompagné d'information et d'accompagnement médical, social et administratif leur ont permis de demander l'asile et, un an plus tard, 42 % ont fini par être reconnus réfugiés. (<http://www.leparisien.fr/societe/demantelement-de-la-jungle-de-calais-42-des-migrants-ont-obtenu-l-asile-un-an-apres-20-10-2017-7345965.php>).

22/ La Porte d'Ulysse est le centre d'hébergement citoyen de la Plateforme Citoyenne de Soutien aux réfugiés, dans un bâtiment mis à disposition par la ville de Bruxelles, où logent chaque soir 350 réfugiés du Parc Maximilien.

LA DÉBROUILLARDISE DANS L'URGENCE

Qui a rencontré un problème médical ou est tombé gravement malade ? Qui a commencé à souffrir de troubles psychologiques liés au parcours migratoire et aux violences quotidiennes à son encontre depuis bien trop longtemps ? Qui s'est retrouvé enfermé en « centre fermé » pour le seul fait de ne pas être en ordre administrativement ? Qui s'est vu violenter par nos forces de l'ordre, relâcher sans veste, sans chaussures, quelque part au milieu de la nuit ? Qui s'est renseigné, en ayant confiance progressivement en son nouvel entourage, en sa « famille » belge, et a décidé de demander l'asile ici ?

Qui s'est débrouillé pour faire une demande d'aide médicale urgente, pour trouver un psychologue, un dentiste, un médecin, un gynécologue bénévole ? Qui a lancé un avocat pro deo pour introduire un recours et a ensuite préparé un colis pour aller visiter son invité en centre fermé et dans la salle d'attente a rencontré une autre poignée de Belges venus pour les mêmes raisons ? Qui a porté plainte auprès du comité P ? Qui s'est renseigné sur l'asile et est devenu un petit expert pour pouvoir informer à son tour, rassurer, trouver des solutions de vie, après la survie ?

Ces situations n'existeraient pas sans une logique d'urgence. Elles sont apparues évidentes aux familles, aux chauffeurs, aux innombrables bénévoles, par manque de réponses et de solutions. Et comme le mouvement l'a toujours fait, les citoyens ont pris et continuent de prendre le problème à bras le corps.

DE L'INDIGNATION À L'EXPERTISE POUR DES POLITIQUES MIGRATOIRES PLUS JUSTES

Si nous en sommes là aujourd'hui, c'est aussi — à côté de l'urgence des besoins — parce que l'indignation est un moteur puissant pour agir. Là où le gouvernement belge reste dans une logique de peur et d'intolérance, de la criminalisation des solidarités²³, de la chasse aux migrants plutôt que la traque aux passeurs, la mobilisation se nourrit chaque jour d'une indignation toujours plus grande.

On peut citer d'innombrables exemples à ce sujet : entre les tweets et les déclarations, la communication politique faite autour du débat de société qu'est la migration a et continue de susciter des réactions citoyennes.

Ainsi, le début de l'hébergement citoyen a été marqué par la colère ardente qu'a provoquée le « opkuisen »²⁴ du secrétaire d'État à l'asile et à la migration, Theo Francken. Par la suite, on peut mentionner le projet de loi des visites domiciliaires, qui visait l'arrestation de personnes sans papiers jusqu'à perquisitionner le domicile des hébergeurs, qui a suscité un tollé et obligé le gouvernement fédéral à faire un pas de côté à ce sujet²⁵.

23/ Le délit de solidarité criminalise des bénévoles en France (voire le cas de Cédric Herrou - https://www.lemonde.fr/societe/article/2017/08/08/aide-aux-migrants-le-delit-de-solidarite-den-once-apres-la-condamnation-de-cedric-herrou_5170166_3224.html) et en Italie (voir le cas du maire de Riace https://www.rtbf.be/info/monde/detail_italie-le-maire-de-riace-village-des-migrants-interdit-d-e-sejour-dans-sa-commune?id=10048589) et empêche les sauvetages en mer par des bateaux d'ONG internationales (<https://msf.lu/fr/actualites/toutes-les-actualites/les-gouvernements-europeens-entravent-les-operations-de-sauvetage>).

24/ En français « nettoyage ». Mot apparu dans un tweet de Theo Francken, en se référant aux rafles organisées au Parc Maximilien.

25/ *Le Soir*, 2018. *Le projet de loi sur les visites domiciliaires est de facto enterré*. <https://www.lesoir.be/176366/article/2018-09-03/le-projet-de-loi-sur-les-visites-domiciliaires-est-de-facto-entere>

On trouve aujourd'hui des citoyens prêts à mettre leurs droits, leurs connaissances et leurs réseaux sociaux en action. L'urgence est ainsi devenue indignation, information, droit.

La mort de Mawda²⁶, 2 ans, tuée par une balle de la police dans une course-poursuite avec une camionnette qui transportait des migrants vers la France, ou le tout nouveau centre fermé²⁷ créé spécialement pour y enfermer des familles avec enfants et les expulser, se sont eux aussi ajoutés

aux facteurs d'indignation collective, aux déclencheurs de nouvelles prises de conscience. En opposition à leur gouvernement, les citoyens ont affirmé leurs valeurs et ont défini ce qu'ils n'acceptent pas, ce qu'ils n'accepteront jamais.

Indignés, mobilisés, décidés à trouver des solutions à la place de l'État lorsqu'il le faut ou avec lui lorsque cela est possible, ce sont aujourd'hui les mêmes citoyens qui ont répondu à l'appel du Parc, qui se sont et continuent à s'indigner chaque jour et qui s'improvisent comme de petits experts des questions migratoires. Ils le revendiquent au sein de leurs communes et administrations locales, vis-à-vis des multiples acteurs institutionnels impliqués — de près ou de loin — dans l'accompagnement des personnes en situation migratoire.

Partout où l'on va, là où l'on ne trouvait la plupart du temps que des personnes abandonnées dans une bureaucratie incompréhensible, perdues et vulnérables face aux rouages administratifs et à la barrière «sans-papier», on trouve aujourd'hui des citoyens prêts à mettre leurs droits, leurs connaissances et leurs réseaux sociaux en action pour dépasser ces difficultés et protéger celles et ceux qui en

26/ Le Point, 2018. *L'Affaire Mawda secoue la Belgique*. https://www.lepoint.fr/societe/l-affaire-mawda-secoue-la-belgique-29-05-2018-2222164_23.php

27/ RTBF, 2018. *Un centre fermé pour familles avec enfants inacceptable pour les associations*. https://www.rtb.be/info/belgique/detail_un-centre-ferme-pour-familles-avec-enf-ants-inacceptable-pour-les-associations?id=9918169.

ont besoin. Ils conseillent et renvoient vers les hôpitaux, les centres d'accueil, les salles d'attente des centres fermés, les bureaux d'avocats, la file de l'Office des étrangers, les associations d'aide à la jeunesse, les chauffoirs, les maisons médicales, le Parc... L'urgence est ainsi devenue indignation, information, droit.

Dès lors, les enjeux de la politique migratoire belge ne sont plus invisibles ou simplement instrumentalisés par le discours populiste rempli d'incongruences, les «fake news» ou les intérêts électoralistes. Au contraire, à travers l'expérience pratique et le contact avec le terrain, des citoyens sont désormais armés et ont une compréhension profonde de la politique migratoire belge et européenne. Ils sont aujourd'hui capables de faire comprendre à leurs voisins, collègues, à leur famille, que la question est aussi complexe que minime, quand elle est comparée à des sujets que le gouvernement essaie de cacher derrière l'épouvantail de la migration dite «illégale» (mobilité, sécurité sociale, éducation, pensions, équilibre budgétaire, etc.).

CONCLUSION, SOLUTIONS

La solution proposée, depuis la création de la Plateforme, est celle d'un accueil digne, tout simplement. La Plateforme a proposé au Premier ministre Charles Michel, la mise en place d'un centre d'accueil et d'orientation basé sur l'exemple de la France. Celui-ci a été balayé d'un revers de la main. La peur de l'«appel d'air»²⁸ est la seule réponse que nous avons reçue. Pourtant, le nombre de personnes présentes au Parc Maximilien est globalement resté le même et cela aussi, nous n'avons cessé de le répéter.

Malgré la déconvenue, la fourmilière n'a néanmoins pas cessé de s'agrandir et entre les milliers de maisons de citoyens, les hébergements collectifs et la Porte d'Ulysse, l'accueil et l'orientation que nous avons demandées, ont fini par se faire, grâce à la bonne volonté de chaque personne impliquée et malgré le cruel manque de moyens pour y arriver.

Les interpellations ont alors continué, les réactions citoyennes se sont multipliées. Théo Francken et d'autres ont ensuite répondu avec arrogance aux milliers de citoyens impliqués et indignés : «qu'ils demandent l'asile» ! – sachant pertinemment que le plus probable serait

28/ La notion d'appel d'air prétend qu' «... un accueil de trop bonne qualité des demandeurs d'asile, et en particulier le fait de leur verser une aide financière, inciterait les étrangers à venir chez nous pour y demander l'asile, non tant en raison d'un réel besoin de protection que dans le but de profiter de cet accueil. (...) Cette idée d'un appel d'air est pourtant critiquable dans car elle relève d'une vision par principe négative de la venue de certaines catégories d'étrangers et parce qu'elle incite à une régression générale du respect des droits de ces personnes. » CIRE, Les politiques migratoires et le concept de « l'appel d'air », Mars 2009.

Nous pouvons observer l'importance de l'éducation pour la précarité et les inégalités sociales dans la construction d'une société capable d'inverser la tendance mondiale du repli sur soi, de la peur, de l'intolérance.

de voir la majorité de ces hommes, femmes et enfants renvoyée vers leur premier pays d'entrée en Europe (dans la plupart des cas, l'Italie) au moment même où ils se seraient rendus à l'Office des étrangers. Patiemment pourtant, en apprenant les rouages, en décortiquant les situations individuelles, en rassurant, en accompagnant, en créant des

liens de confiance forts, de nombreux citoyens ont permis et permettent aujourd'hui à leurs invités de demander l'asile.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le même Theo Francken parle aujourd'hui de chaos de l'asile, d'un nombre trop élevé de demandes, d'une limite journalière imposée — pour éviter d'admettre que si les places viennent à manquer dans les structures d'accueil, c'est parce qu'il en a fait fermer l'année dernière²⁹. Nombreux sont les citoyens que ces incohérences indignent et qui demain se mobiliseront davantage encore.

La deuxième solution proposée au gouvernement pour arrêter de dépenser l'argent de nos impôts en violence et répression est l'application de la clause de souveraineté, prévue dans le texte même du Règlement de Dublin. Leur donner leur droit à l'asile, leur rendre l'humanité. Alors que le gouvernement persiste à les appeler trans migrants, la Plateforme et les plus de quarante-mille citoyens européens qui la composent nous rappellent chaque jour que ce sont des réfugiés qui devraient avoir le droit à l'asile, victimes de l'hypocrisie des lois

29/ La Libre, 2018, *Theo Francken décide de limiter le nombre de demande d'asile par jour*. <http://www.lalibre.be/actu/belgique/theo-francken-decide-de-limiter-le-nombre-de-demandes-d-asile-par-jour-5bf6fa05cd70e3d2f6d9125c?fbclid=IwAROUzdwfBaFblprZhfbkTbJm3jzmuzKnSgcm7GuEGgE1VplQOMb4yeilA>

européennes qui les en empêchent, mais que ce sont avant tout des hommes, des femmes et des enfants.

À travers l'analyse croisée de la problématique de l'accueil des réfugiés en Belgique par des citoyens et l'inefficacité (voire boycott) de la part du gouvernement belge, nous pouvons observer l'importance de l'éducation pour la précarité et les inégalités sociales dans la construction d'une société capable d'inverser la tendance mondiale du repli sur soi, de la peur, de l'intolérance, des populismes. Les élections approchent, les citoyens continuent à se mobiliser pour apporter des solutions pratiques, mais aussi pour en parler, expliquer, partager, informer et conscientiser leur entourage.

Face à l'immobilisme, le mouvement citoyen ●

Ce texte n'engage que ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les positions du Forum - Bruxelles contre les inégalités. Les titres, intertitres et la structure du texte relèvent de choix éditoriaux du Forum - Bruxelles contre les inégalités.



Avec le soutien du CPAS de Saint-Gilles
et de la Commission communautaire française.

Editeur responsable: Nicolas De Kuyssche - Rue Fernand Bernier
40, 1060 Saint-Gilles - 02/600.55.66 - Graphisme: Gaëlle Grisard

Numéro **21**, Décembre **2018**.

PRÉSENTATION

La Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés est née en septembre 2015 dans la foulée d'un mouvement citoyen bruxellois en réponse à l'arrivée massive de centaines de migrants. Elle répond aux demandes d'information, de formation et d'assistance des exilés dans le respect de leur individualité et de leurs choix. Elle accompagne et oriente, trouve aussi des solutions d'hébergement. En outre, elle développe des plaidoyers visant la mise en place d'une politique migratoire en accord avec les conventions internationales et européennes, qu'elle décrit comme seule solution durable et solidaire. Elle œuvre ainsi à l'intégration de ces personnes dans leur nouvel environnement.

Dans cette contribution à PAUVÉRITÉ, les auteures témoignent de la vie à l'intérieur de la Plateforme au rythme des décisions prises en termes de politique migratoire, dans notre pays. Nous découvrons ainsi la dure réalité des enjeux législatifs, leurs impacts et les ressources que les personnes en situation de migration peuvent mobiliser grâce au soutien des citoyens et des bénévoles de la Plateforme.

LES AUTEURES

Adriana COSTA SANTOS, aspirante anthropologue, est engagée dans la Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés comme coordinatrice logement. Delphine DEMANCHE, chargée de projets dans l'associatif, assure la coordination plaidoyer de la Plateforme.